

CONDITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX CONVENTIONS DE TRANSFERT

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET ADMINISTRATIVES

Article 1 - Obligations générales

1.1 La Commission gère la Contribution confiée par le Donateur pour le cofinancement de l'Action qui figure à l'Annexe I (description de l'Action) de la Convention.

1.2 La Commission exécute l'Action conformément aux dispositions applicables selon l'article 1(3) des Conditions Particulières, avec tout le soin, l'efficacité, la transparence et la diligence requis, selon les meilleures pratiques dans le domaine concerné et en conformité avec la présente Convention.

1.3 La Commission fait tout ce qui est en son pouvoir pour mobiliser la totalité des ressources financières, humaines et matérielles nécessaires à la complète réalisation de l'Action, telles que spécifiées dans l'Annexe I.

1.4 La Commission prend les mesures appropriées afin de prévenir les cas d'irrégularité ou de fraude visés à l'article 1 de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes du 26 juillet 1995 (JO C316/48 du 27.11.1995), ainsi que les cas de corruption visés à l'article 3 de la convention relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne du 26 mai 1997 (JO C 195/1 du 25.6.1997).

La Commission prendra les mesures appropriées pour poursuivre toute personne suspecte de mauvaise utilisation des fonds ou corruption.

La Commission communique sans délai à l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) toute information relative à d'éventuels cas de fraude ou de corruption, ou à toute autre activité illégale liés à cette Convention et informe le Donateur de cette transmission d'information.

Article 2 - Obligations d'information

2.1 La Commission fournit au Donateur toutes les informations relatives à la mise en œuvre de l'Action. Le type de rapports et la fréquence de présentation sont précisés dans les Conditions Particulières.

2.2 Outre ces rapports la Commission veillera à ce que les rapports d'avancement, rapports de situation, publications, communiqués de presse et mises au point relatifs à l'Action couverte par la présente Convention soient communiqués au Donateur aussitôt qu'ils sont publiés.

2.3 Dans tous les cas, la Commission informe immédiatement le Donateur de toute situation qui pourrait entraver ou retarder la mise en œuvre de l'Action.

Article 3 - Responsabilité

3.1 La Commission assume seule la responsabilité de toute obligation légale qui lui incombe.

3.2 Le Donateur ne peut en aucun cas ni à quelque titre que ce soit être tenu pour responsable des dommages causés au personnel ou aux biens de la Commission lors de la mise en œuvre de l'Action ou en conséquence de l'Action. En conséquence, aucune demande d'indemnité ou d'augmentation des rémunérations n'est admise pour ces motifs par le Donateur, sauf en cas de non respect des obligations contractuelles par ce dernier.

3.3 Sous réserve du régime des privilèges et immunités de la Commission, celle-ci est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci en rapport avec ou en conséquence de l'Action. La Commission dégage le Donateur de toute responsabilité liée à toute réclamation ou poursuite résultant d'une infraction à des lois ou règlements commise par elle-même, par ses employés ou par les personnes à leur charge, ou d'une violation des droits des tiers.

Article 4 - Conflit d'intérêts

Le Donateur s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts. Il y a conflit d'intérêts lorsque l'exercice impartial et objectif des fonctions de toute personne au titre de la présente Convention est compromis pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique ou pour tout autre motif de communauté d'intérêt avec une autre personne.

Article 5 - Confidentialité

Le Donateur et la Commission s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en rapport direct avec la Convention et dûment classé comme confidentiel, au moins jusqu'au terme d'une période de 5 ans après la date spécifiée à l'article 2(3) des Conditions Particulières.

Article 6 – Visibilité

6.1 Sauf demande ou accord contraire du Donateur, la Commission assure la visibilité de la Contribution du Donateur.

6.2 Le Donateur accepte que la Commission publie son nom et son adresse, l'objet et le montant de la Contribution, ainsi que, le cas échéant, le pourcentage du cofinancement accordé, sous toute forme et tout support, y compris sur son site Internet.

Article 7 - Propriété et utilisation des résultats de l'Action

7.1 La propriété, les titres et les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats de l'Action et des rapports et autres documents concernant celle-ci sont dévolus à la Commission, éventuellement en association avec des tiers à moins que la Commission en décide autrement.

7.2 Par dérogation aux dispositions de l'article 7.1 et sous réserve de l'article 5, la Commission octroie au Donateur le droit d'utiliser gratuitement et comme il le juge bon tous documents, sous quelque forme que ce soit, dérivés de l'Action, dans le respect des droits de propriété industrielle et intellectuelle préexistants.

Article 8 - Évaluation de l'Action

8.1 Des représentants du Donateur peuvent être invités à participer aux principales missions de suivi et aux missions d'évaluation relatives à la mise en œuvre de l'Action. Les conclusions de ces missions sont communiquées au Donateur.

8.2 L'article 8.1 s'applique sans préjudice de toute mission d'évaluation que le Donateur souhaiterait effectuer en tant que donateur. Les missions d'évaluation des représentants du Donateur doivent être planifiées et réalisées dans un esprit de collaboration avec le personnel de la Commission, en gardant à l'esprit l'engagement pris par les Parties d'assurer une mise en œuvre efficace et efficiente de la présente Convention. Ces missions doivent être planifiées à l'avance et les questions de procédure doivent être réglées conjointement par la Commission et le Donateur avant leur réalisation. À l'issue d'une mission, un projet de rapport sera soumis pour observations à la Commission avant publication du rapport final.

Article 9 - Modification de la Convention

Toute modification substantielle de la Convention, y compris ses annexes, ne peut être effectuée que par accord écrit entre la Commission et le Donateur, sans préjudice des modifications non substantielles de l'Action par la Commission, qui affecteraient de façon mineure les termes des Annexes I et II.

Article 10 – Règles applicables aux marchés et subventions

Toute passation de marché de fournitures, de travaux, de services ou d'octroi de subventions par la Commission dans le cadre de l'Action est réalisée conformément aux règles et procédures fixées dans le Règlement financier applicable en l'espèce (budget général ou FED).

Article 11 - Période de mise en œuvre de la Convention, suspension et force majeure

11.1 La période de mise en œuvre de la présente Convention est définie à l'article 2 des Conditions Particulières indépendamment de la date de début du projet/programme de la Commission et de sa période de mise en œuvre.

11.2 À la demande du Donateur ou d'office, la Commission peut suspendre la mise en œuvre de tout ou partie de l'Action si les circonstances l'exigent, notamment en cas de force majeure. La Commission en informe sans délai le Donateur, en incluant toutes les précisions nécessaires. La présente Convention peut être résiliée conformément à l'article 12. En l'absence de résiliation, la Commission s'efforce de limiter la période de suspension et peut reprendre la mise en œuvre dès que les conditions en sont réunies et en informe le Donateur.

11.3 La période de mise en œuvre de la présente Convention est automatiquement prorogée d'une durée équivalente à celle de la suspension. Cette disposition s'applique sans préjudice de toute modification de la Convention qui pourrait être nécessaire pour adapter l'Action aux nouvelles conditions de mise en œuvre.

11.4 Une Partie ne sera pas considérée comme ayant manqué à ses obligations découlant de la présente Convention si elle en est empêchée par un cas de force majeure. On entend par force majeure toute situation ou événement imprévisible et exceptionnel, indépendant de la volonté des Parties et non imputable à une faute ou une négligence de l'une d'elles (ou d'un de ses partenaires, contractants, mandataires ou employés), qui empêche l'une des Parties d'exécuter l'une de ses obligations découlant de la présente Convention et qui n'a pu être surmonté en dépit de toute la diligence déployée. Les défauts ou délais de mise à disposition d'équipement ou de matériel, conflits du travail, grèves ou difficultés financières ne peuvent être invoqués comme cas de force majeure par la partie défaillante.

Sans préjudice de l'article 11.2 ci-dessus, la Partie invoquant un cas de force majeure en avertit sans délai l'autre Partie, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles, et prend toutes les mesures pour minimiser les dommages possibles.

Article 12 - Résiliation de la Convention

En cas de circonstances exceptionnelles telles que:

- le non démarrage ou le blocage définitif de l'Action pour cause de force majeure ou en cas de suspension conformément à l'article 11.2, ou lorsqu'une Partie pense que les objectifs de la présente Convention ne peuvent plus être réalisés de façon effective ou appropriée;
- en cas de fraude, corruption, ou de toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne;
- la non exécution ou la violation, intentionnellement ou par négligence, d'une disposition conventionnelle ou réglementaire, résultant d'un acte ou d'une omission, qui a ou pourrait avoir pour effet de porter préjudice à la Contribution dans l'exécution de la Convention.

Les Parties se consulteront. À défaut d'accord, chaque Partie peut résilier la Convention moyennant un préavis écrit de deux mois.

Dans un tel cas, la Commission remboursera au Donateur le solde de la Contribution qui n'a pas fait l'objet d'un engagement pour la mise en œuvre de l'Action en conformité avec le principe de consommation prioritaire établi dans les règles financières applicables en l'espèce.

Article 13 – Droit applicable et compétence juridictionnelle

13.1 La Contribution est régie par les dispositions de la présente Convention, les dispositions applicables du droit de l'Union européenne et, à titre subsidiaire, par la législation belge.

13.2 Les Parties se concertent sur demande de l'une d'elles en cas de litige concernant l'interprétation, l'application ou l'exécution de la présente Convention, y compris en ce qui concerne l'existence, la validité ou la résiliation de celle-ci.

13.3 En cas d'échec du règlement à l'amiable, chacune des Parties peut saisir le Tribunal de l'Union européenne et, en cas d'appel, la Cour de justice de l'Union européenne.

13.4 Aucune disposition de la présente Convention ne peut être interprétée comme une dérogation aux privilèges ou immunités accordés à l'une ou l'autre des Parties à la présente Convention par ses statuts ou par le droit international.

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Article 14 – Frais administratifs indirects

Un pourcentage forfaitaire de la Contribution ou un montant forfaitaire de la Contribution peut être attribué à la Commission pour couvrir les frais administratifs. Ce pourcentage ou montant sera fixé en fonction du type de l'action et du montant de la contribution.

Article 15 – Décaissement de la Contribution

15.1 Les modalités de transfert des fonds sont précisées à l'article 4 des Conditions Particulières. Le Donateur décaisse la Contribution en un versement unique ou en plusieurs tranches. Si le versement s'effectue en plusieurs tranches, la Commission demandera un versement annuel, sur la base des besoins de trésorerie prévisionnels de l'Action..

15.2 La Contribution, ou chacune de ses tranches, sont transférées dans les 45 jours suivant la réception d'une note de débit émise par la Commission, sur le compte bancaire indiqué dans ladite note, avec communication précisant l'Action ainsi que toute référence budgétaire demandée par la Commission dans la note de débit.

15.3 À l'expiration du délai de paiement, la somme due par le Donateur portera intérêt au taux appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement, tel que publié au Journal officiel de l'Union européenne, série C, le premier jour du mois pendant lequel ce délai a expiré, majoré de trois points et demi de pourcentage. Les intérêts sont dus pour la période comprise entre le jour suivant la date d'expiration du délai de paiement et la date de paiement. Tout paiement partiel est imputé d'abord sur les intérêts de retard.

Article 16 - Comptabilité et vérifications

16.1 La Commission tient des relevés et des comptes précis et systématiques relatifs à la mise en œuvre de l'Action qui est cofinancée par la Contribution.

16.2 La Contribution est soumise aux procédures de contrôle internes et externes définies dans le règlement financier applicable en l'espèce (budget général ou FED).